



Banque Alimentaire
de l'Ain



Banque Alimentaire de l'Ain



RAPPORT ANNUEL

2025

BANQUE ALIMENTAIRE DE L'AIN

1 RUE SUZANNE VALADON – 01000 BOURG-EN-BRESSE

TÉL. 04 74 32 24 74

Suivez-nous et retrouvez notre actualité sur

ba010@banquealimentaire.org

Site web : banquealimentaire01.org





SOMMAIRE

- 01 **Rapport Moral**

- 02 **Etude d'impact du changement de mode d'approvisionnement des produits frais**

- 03 **2025 en images**

- 04 **2025 la collecte Nationale des 28.29.30 Nov**

- 05 **Chiffres clés 2025**

- 06 **Tous les visages de la solidarité**

- 07 **Les instances de la Banque Alimentaire de l'Ain**

- 08 **Rapport financier**

- 09 **Rapport commissaire aux comptes**

- 10 **Résolutions**

Depuis 2021, quand les Banques Alimentaires de la Région Auvergne Rhône Alpes unissent leurs forces, la solidarité change d'échelle



Banques Alimentaires
Auvergne - Rhône-Alpes

20²⁴
25

région Auvergne-Rhône-Alpes

Les Banques Alimentaires sont présentes sur toute la région. En 2021, création de l'association régionale des Banques Alimentaires de la région AURA (ABAURAe). Cette création, au-delà du projet associatif du réseau (solidarité, équité), permet la mutualisation des flux logistiques et la répartition équitable des nouveaux approvisionnements au service des huit Banques Alimentaires de la région et de leurs antennes.

8 Banques Alimentaires

7 antennes



Productions Solidaires

✕ Co-construction avec le monde agricole

Ateliers de Transformation

🍏 Transformation de fruits et légumes

🍖 Transformation de produits carnés

✂ Découpe et/ou reconditionnement

💡 Ateliers de transformation en projet

Innovation Sociale et Insertion

🏠 Chantiers d'insertion

🔄 Proxidon

Le RAYON en fonctionnement

🍷 Epicerie sociale pour étudiants et jeunes travailleurs



Nombre
de salariés
en insertion **25**

Notre impact en région Auvergne-Rhône-Alpes



16 327

tonnes brutes de denrées
alimentaires collectées
et achetées



près de **30 millions**
de repas distribués



709

associations, épicerie
sociale et CCAS* partenaires



1

distribution itinérante



292 931

personnes accompagnées



59 salariés



1 357 bénévoles
engagés permanents



22 350

bénévoles
mobilisés pour la Collecte
Nationale de novembre

19 083 m² de locaux



66
véhicules



165
appareils de manutention

*CCAS = Centres Communaux d'Action Sociale



RAPPORT MORAL



L'année 2025 nous oblige à regarder la réalité en face, sans détour.

Car cette réalité est claire : la précarité alimentaire progresse, s'installe durablement et change de visage.

On pense encore en 2025 trop souvent que l'aide alimentaire concerne uniquement les personnes à la rue ou les bénéficiaires du RSA. Cette image persiste, notamment chez les plus jeunes que nous questionnons.

Mais regardons la réalité en face.

Sommes-nous vraiment conscients que, peut-être, notre voisine — celle qui travaille, qui a un emploi stable — rentre chez elle le soir... et se prive de manger pour que ses enfants, eux, puissent le faire ?

Cette réalité est là. Invisible. Silencieuse. Et c'est sans doute la plus préoccupante.

Aujourd'hui, sont accueillis des publics, osant franchir la porte de nos partenaires, que nous ne voyions pas, ou peu, il y a encore quelques années : des familles qui travaillent, des étudiants, des retraités, des personnes vivant en milieu rural.

Se nourrir correctement n'est plus une évidence pour tous. Et cela, collectivement, nous ne pouvons pas l'accepter comme une fatalité.

Face à cette situation, la Banque Alimentaire de l'Ain continue à répondre présente. Grâce à vous.

En 2025, le nombre de bénéficiaires est resté au même niveau qu'en 2024, confirmant une précarité installée dans la durée.

Nous avons distribué plus de **2,8 millions de repas**, en lien avec 72 associations partenaires, CCAS et épiceries sociales, la valeur des produits distribués représentant plus de **4,45 millions d'euros**.

Et derrière cette action, il y a un levier souvent invisible mais essentiel : **la valorisation du bénévolat, estimée à plus de 1,23 million d'euros**.

Ces chiffres disent une chose simple : notre modèle repose sur une solidarité concrète, humaine... et économiquement déterminante pour le territoire.

Mais au-delà des volumes, je veux insister sur un point essentiel : **la qualité de l'accompagnement**. Notre action ne se limite pas à une réponse alimentaire. Elle s'inscrit dans un accompagnement social global, reconnu au niveau national, qui vise à préserver la dignité, recréer du lien et accompagner les parcours de vie.

Mais je veux le dire avec lucidité : ce que nous faisons est indispensable... et pourtant, cela ne devrait pas suffire.

Car derrière notre action, une réalité plus préoccupante se dessine : aujourd'hui, de nombreuses associations sont au bord de la rupture.

Rupture financière, avec un effet ciseau de plus en plus marqué :

D'un côté, une inflation qui s'installe, des coûts de l'énergie et du transport qui explosent ; de l'autre, des financements qui stagnent, voire diminuent.

Rupture humaine,

Des équipes fatiguées. Des bénévoles qui s'essoufflent.

Une intensité d'engagement qui ne cesse d'augmenter... sans toujours avoir les moyens de la soutenir.

Et nous devons être clairs : cette situation ne sera pas tenable dans la durée.

Nous ne pouvons pas continuer à demander toujours plus à celles et ceux qui donnent déjà énormément.

Nous ne pouvons pas accepter que l'engagement solidaire se transforme en épuisement.

Nous ne pouvons pas construire l'avenir sur la fatigue des équipes.

Car sans femmes et sans hommes engagés, il n'y a pas de solidarité possible.

Rupture opérationnelle, enfin, avec des moyens parfois insuffisants pour répondre dignement à tous les besoins.

Nous approchons d'un point de bascule.

Dans ce contexte, je souhaite saluer un engagement structurant pour notre avenir : la décision du Département d'acquérir les locaux que nous occupons et de les mettre à notre disposition à titre gratuit. Cet acte fort nous apporte de la stabilité et de la visibilité. Il traduit une reconnaissance concrète de notre utilité sociale.

Mais nous devons aussi être lucides : nos installations vieillissent, nos outils logistiques doivent évoluer, et les exigences — notamment en matière de stockage et de distribution de produits frais — sont de plus en plus importantes.

Car notre responsabilité ne se limite pas à distribuer.

Nous avons aussi le devoir de proposer une alimentation de qualité.

Dans l'Ain, nous faisons le choix de ne pas céder à une logique de quantité au détriment de la qualité. Nous nous inscrivons pleinement dans les repères du PNNS (Programme National Nutrition Santé), avec une attention particulière portée aux produits frais, aux fruits et légumes, et à l'équilibre nutritionnel des denrées distribuées.

Parce que les personnes que nous accompagnons ont droit, elles aussi, à une alimentation digne et favorable à leur santé.

C'est dans cet esprit que nous avons renforcé nos partenariats avec le monde agricole, afin de développer des approvisionnements de qualité et de proximité

De la même manière, le soutien du monde économique est indispensable. Je tiens à saluer l'engagement du MEDEF, qui nous accompagne pour créer de nouveaux partenariats et sensibiliser aux différentes formes de mécénat.

Mais nous devons aller plus loin.

Cela passe aussi par une logique de mutualisation à l'échelle régionale. En renforçant les coopérations entre Banques Alimentaires, nous gagnons en efficacité.

Car nous devons le dire clairement : la solidarité associative ne peut pas, à elle seule, compenser les fragilités croissantes de notre société.

Nous devons refuser que l'aide alimentaire devienne une norme.

Face à ces constats, notre responsabilité est d'agir avec lucidité et détermination.

En 2026, nous nous fixons des objectifs clairs :

Consolider notre modèle économique, en sécurisant nos financements et en développant le mécénat.

Prévenir la rupture humaine, en soutenant nos équipes et en renforçant nos ressources

Moderniser nos infrastructures, pour répondre aux enjeux logistiques et au vieillissement de nos équipements.

Garantir une alimentation de qualité, en renforçant l'accès aux produits frais et en respectant les repères du PNNS.

Développer nos partenariats, notamment avec le monde agricole et les entreprises.

Poursuivre la mutualisation régionale, pour gagner en efficacité.

Porter une parole engagée, pour alerter et défendre une aide alimentaire digne.

La Banque Alimentaire de l'Ain n'est pas seulement une organisation. C'est une chaîne humaine où la dignité de chaque personne est préservée. Et cette chaîne tient grâce à vous.

Je veux vous remercier sincèrement, chaleureusement.

Mais je veux aussi conclure avec une exigence claire :

Dans l'Ain, nous refusons une solidarité au rabais. Notre engagement est clair : permettre à chacun d'accéder à une alimentation digne, équilibrée et de qualité, en cohérence avec les repères du PNNS. Parce que bien manger ne devrait jamais être un privilège.

Didier DUSSART

Président bénévole de la Banque Alimentaire de l'Ain

2

ETUDE D'IMPACT DU CHANGEMENT DE MODE D'APPROVISIONNEMENT DES PRODUITS FRAIS

Depuis 2019, les Banques Alimentaires de la région Auvergne-Rhône-Alpes font face à une hausse continue du nombre de bénéficiaires, dans un contexte de baisse des dons de denrées de qualité, notamment en produits frais. La création d'ABAURAe en 2020 a permis de renforcer la logistique régionale et l'approvisionnement en circuits courts, soutenue par des financements publics en 2023 et 2024.

L'enquête menée en 2025 auprès de 117 partenaires montre un maintien global des volumes distribués, avec une amélioration de la qualité des fruits et légumes. Toutefois, une diminution des apports en protéines animales est constatée par une partie des structures.

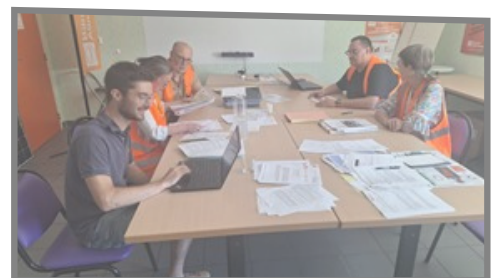
Les résultats montrent que **les volumes globaux de denrées se maintiennent malgré l'augmentation du nombre de bénéficiaires**, avec une progression de la part des fruits, légumes et légumineuses. La **qualité des fruits et légumes est perçue en amélioration**, tandis que celle des protéines animales reste stable. Toutefois, **un tiers des partenaires constate une diminution des apports en protéines animales** (viandes, poissons, œufs, yaourts).

Les produits les plus appréciés par les bénéficiaires sont **les oeufs, les yaourts et les fruits et légumes d'été**, tandis que **les légumineuses restent moins bien acceptées**, notamment en raison du besoin de préparation culinaire ou de la méconnaissance de certains produits.

Les partenaires expriment également un **besoin accru en protéines animales et en produits frais**, ainsi qu'un **renforcement de l'accompagnement social et pédagogique** pour aider les bénéficiaires à mieux utiliser les denrées distribuées.

Enfin, l'étude révèle que **69 % des partenaires ne connaissent pas encore le programme « Bons Gestes & Bonne Assiette »**, ce qui souligne la nécessité de renforcer la diffusion et la communication autour de ces outils d'éducation nutritionnelle.

UNE AVANCEE MAJEURE : L'ANNONCE OFFICIELLE DE L'ACQUISITION DES LOCAUX DE LA BANQUE ALIMENTAIRE DE L'AIN



Entre visites et échanges, opérations de glanages, audit de France Agrimer, remise de dons, convention avec le Medef, moments conviviaux, nomination, on retiendra l'annonce de Mr Deguerri, président du Conseil Départemental sur l'acquisition du site de la Banque Alimentaire.

4

2025 LA COLLECTE NATIONALE DES 28, 29, 30 NOVEMBRE



**173.6 tonnes
collectées en 3 jours**

soit près de 750 000€ (ramené à la mercuriale 2025)



**100 Magasins
2486 Bénévoles
11038 heures de présence**

Ils montrent leur générosité



AXA, GRDF, Air liquide, SNCF, les rotarys Club, les transports Muller, STEF, les lycées Gabriel Voisin, les Sardieres, St Joseph, les colleges de Miribel, de Brou, St Joseph, college et lycée international St Genis-Pouilly, les scouts de France, judoclub de Tossiat, les rugbymans de l'USBPA et Oyonnax Rugby, les SMV d'Ambérieu, Unicité, France Bénévolat, réserve civique, Pass région, Entraide protestante, Eglise évangéliste de Gex, etc..



Les arrondis en caisse

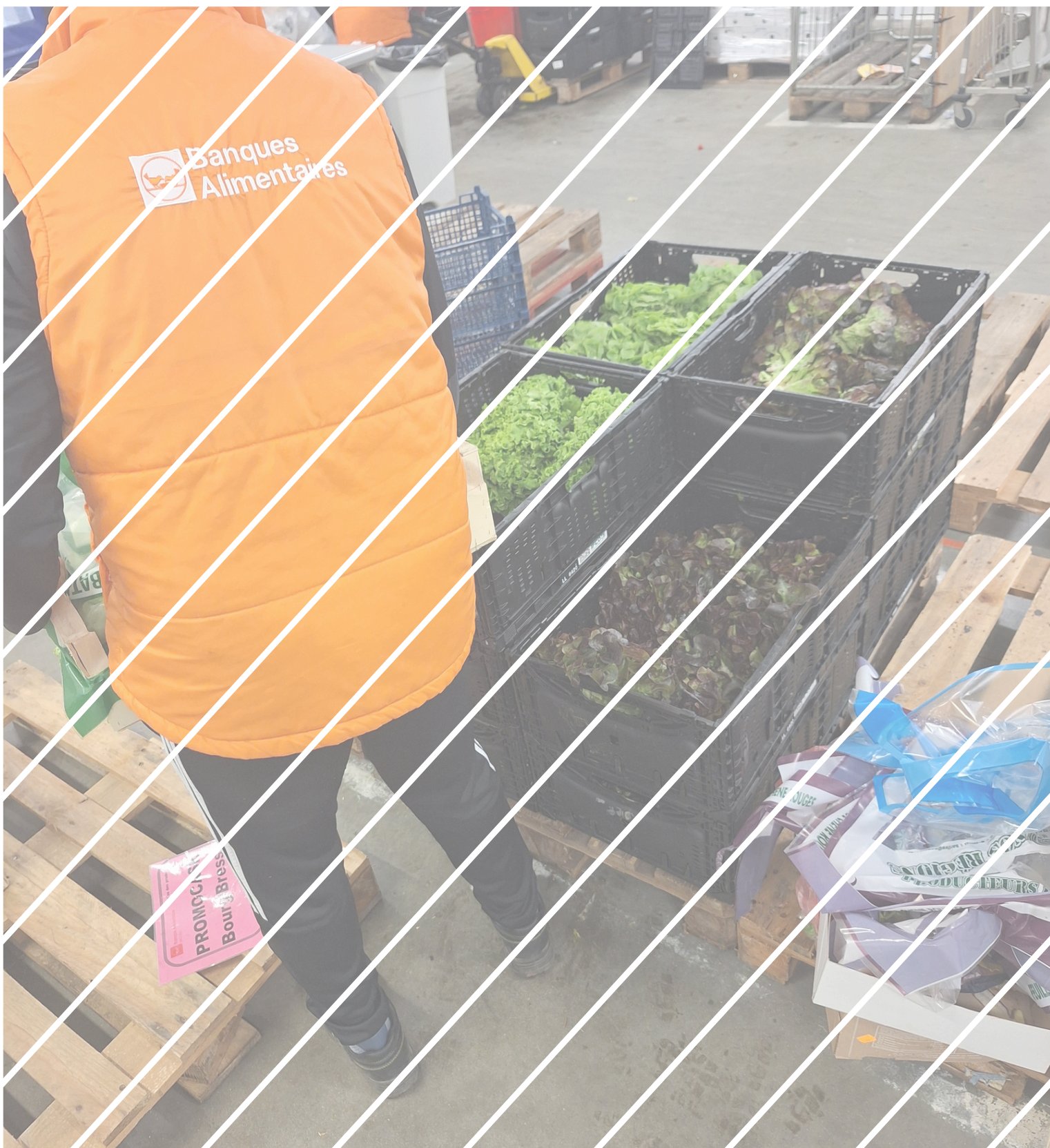
8165 €



**Collecte nationale 2026:
6,7,8 Novembre**

5

LES CHIFFRES CLES 2025



5

LES CHIFFRES CLES 2025

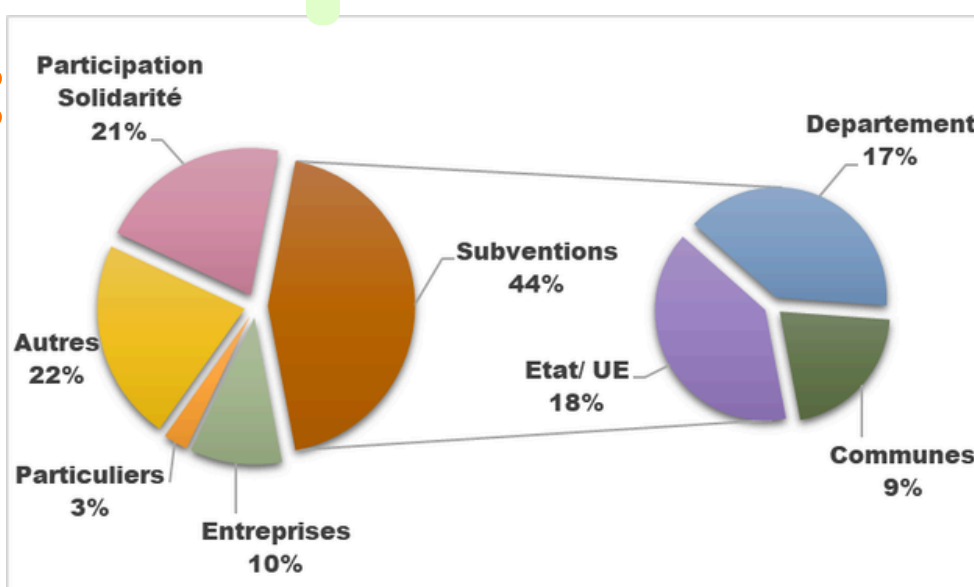
RESSOURCES ET DEPENSES

Le mot du trésorier: La situation de l'association apparaît globalement plus sécurisée grâce à l'acquisition de ses locaux par le Conseil départemental et leur mise à disposition gratuite, ce qui renforce la continuité d'exploitation.

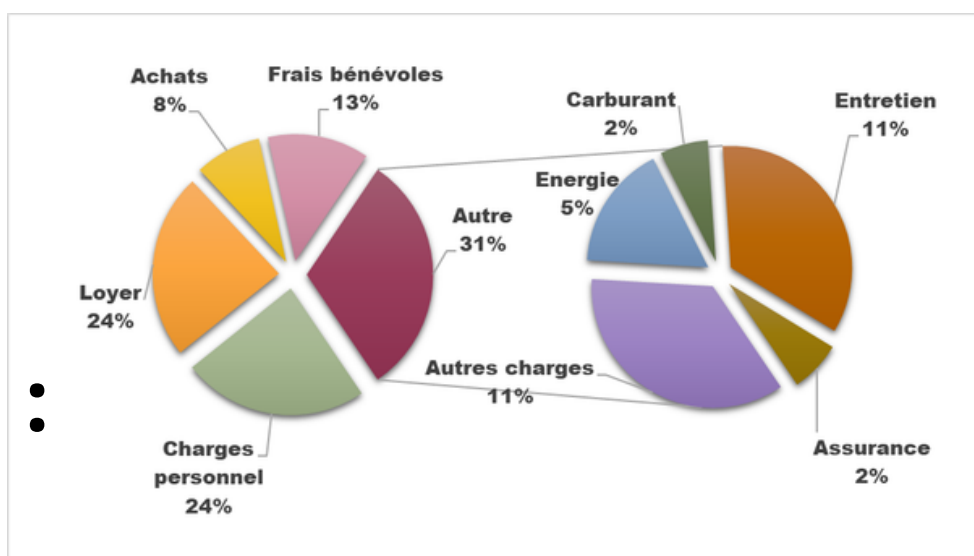
Cependant, des fragilités subsistent : une forte dépendance aux subventions publiques et aux dons (plus de 65 % du budget), ainsi que le vieillissement des équipements du site, qui nécessiteront prochainement des investissements importants.

En résumé, la stabilité immobilière est un point positif, mais la pérennité financière et les besoins futurs en maintenance imposent de rester vigilant.

Produits :
852 868 €
+9,44 %



Charges :
828 952 €
-0.28 %



Excédents :
23 916€

La distribution des denrées alimentaires représente:

+4.4 millions €

La valorisation du temps des bénévoles s'élève à :

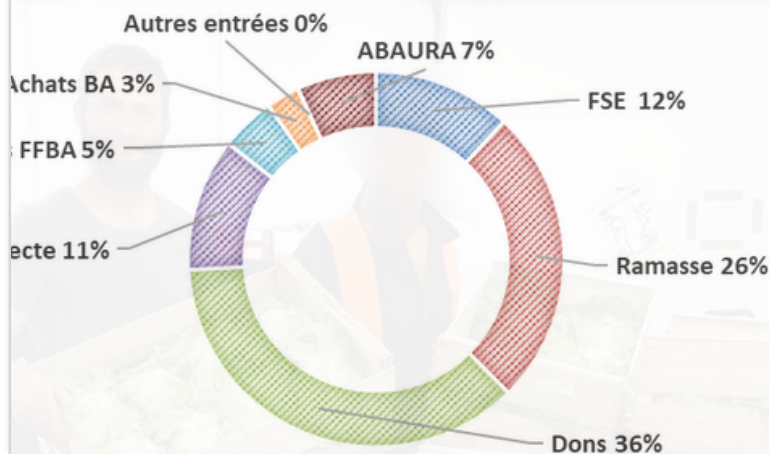
1 233 369 €

5

LES CHIFFRES CLES 2025

Qté kg brut 2024	Qté kg brut 2025	Ecart volume	Valeur Mercuriale 2024	Valeur Mercuriale 2025	Ecart valeur Mercuriale
1 623 730	1 511 282	-6.9 %	6 195 269€	5 820 544€	-6%

APPROVISIONNEMENTS



Une baisse des approvisionnements qui s'explique par plusieurs phénomènes:

- des dons BA en baisse (-3%)
- des ramasses en baisse avec une qualité qui n'est pas au rendez- vous (-9 %)
- + Un travail de réduction en quantité et donc en approvisionnement sur certains produits dits de plaisir (-3%).
- + Une augmentation des échanges inter BA
- + Un camembert nutritionnel servant de référence
- + Des achats locaux avec le soutien financier de l' Etat.
- + Une collecte nationale tout aussi exceptionnelle que 2024.

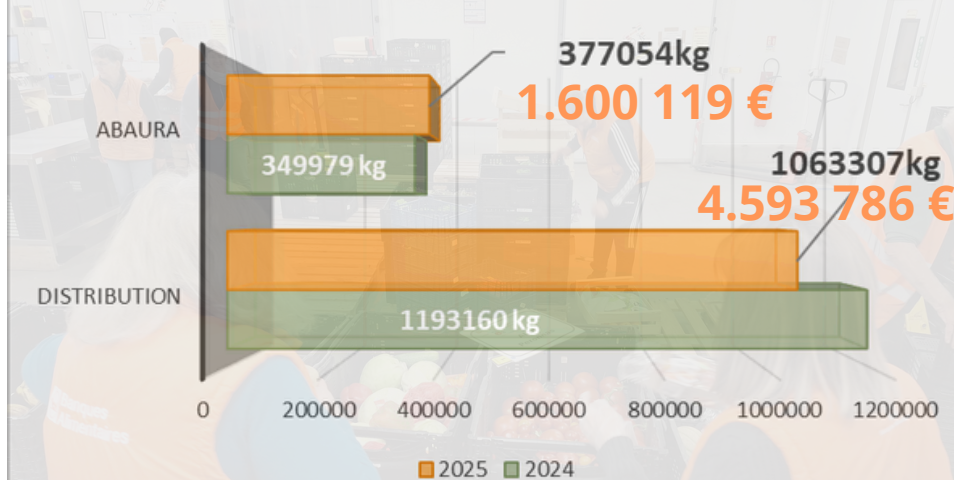
Une distribution en baisse avec

-la perte d'associations

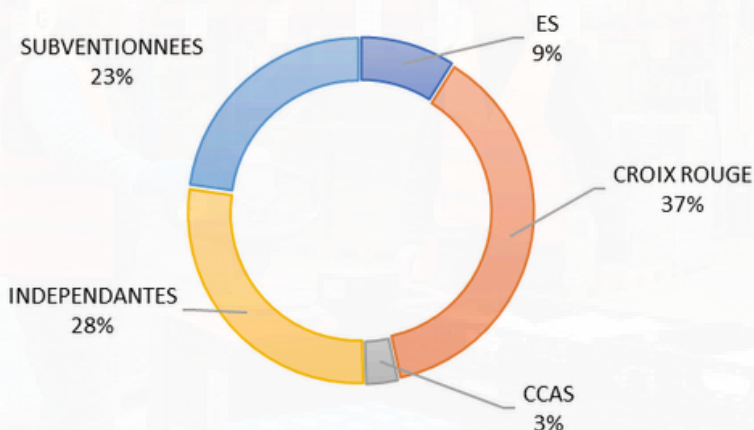
+comme les approvisionnements un camembert nutritionnel servant de référence

Rebut: 48.5 t

Distribution



REPARTITION PAR TONNAGE / ASSOCIATIONS PARTENAIRES



63 associations

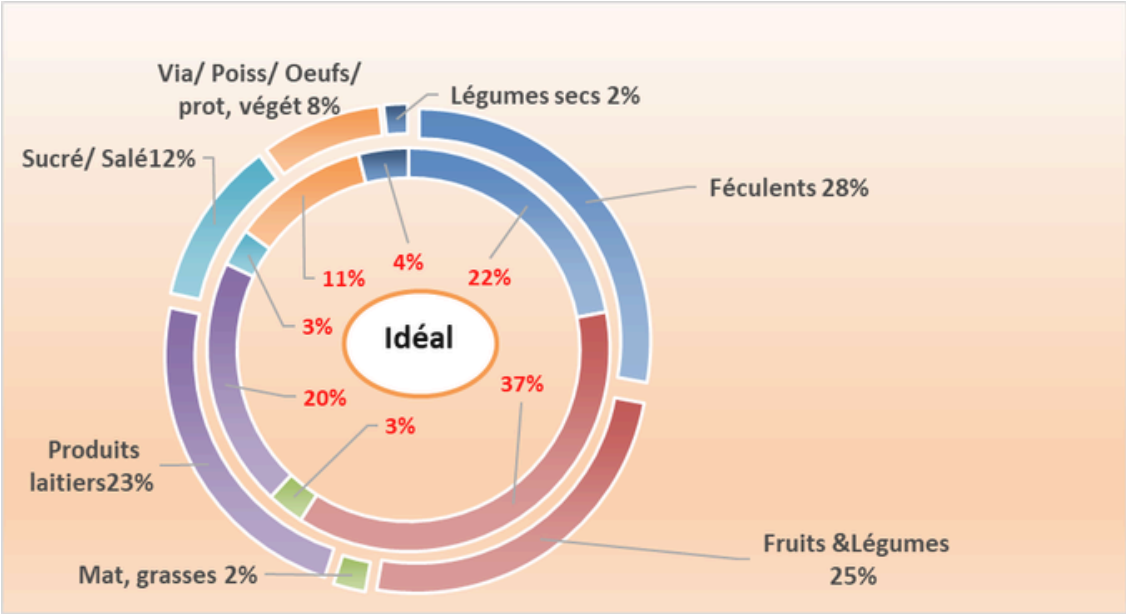
7 CCAS

2 ES

12

LES CHIFFRES CLES 2025

Camembert nutritionnel



Ecart distribution par principales familles de produits

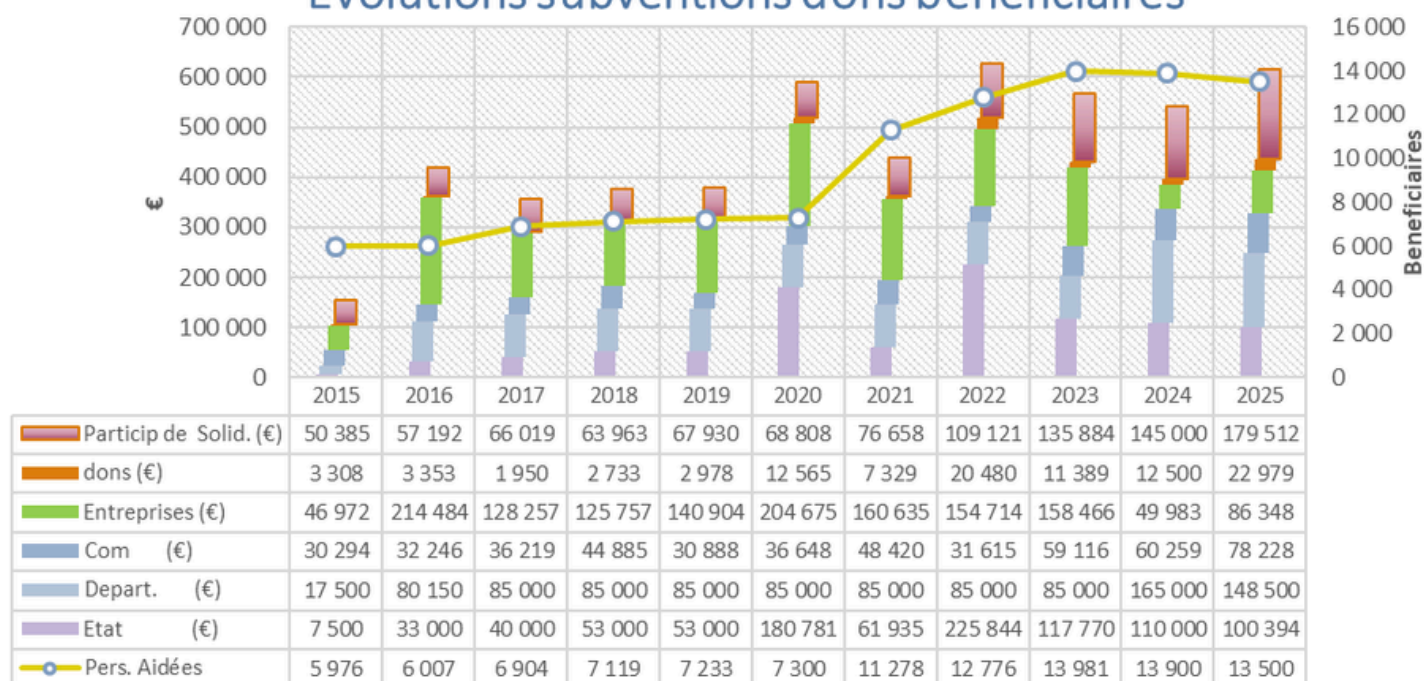
Familles	2024	2025	Ecart %
LÉGUMES	175 642	201 330	14,63%
LAITS	156 825	133 695	-14,75%
PRODUITS LAITIERS	108 730	112 073	3,07%
FRUITS	84 880	83 353	-1,80%
POMMES DE TERRES/ FARINES	61 428	64 150	4,43%
VIANDES	57 260	63 431	10,78%
PLATS CUISINÉS	55 859	72 130	29,13%
PAIN/PÂTISSERIE/VIENNOISERIE	43 140	52 136	20,85%
PÂTES/ SEMOULE/ RIZ/ BLÉ	37 281	38 284	2,69%
BOISSONS	28 619	20 011	-30,08%
HUILES & MAT. GRASSES	19 083	19 441	1,88%
POISSONS	15 328	14 856	-3,08%
BISCOTTES/ BISCUITS	14 921	11 516	-22,82%
SUCRES	14 436	8 360	-42,09%
PETITS DÉJEUNERS/ CÉRÉALES	11 792	14 862	26,03%

5

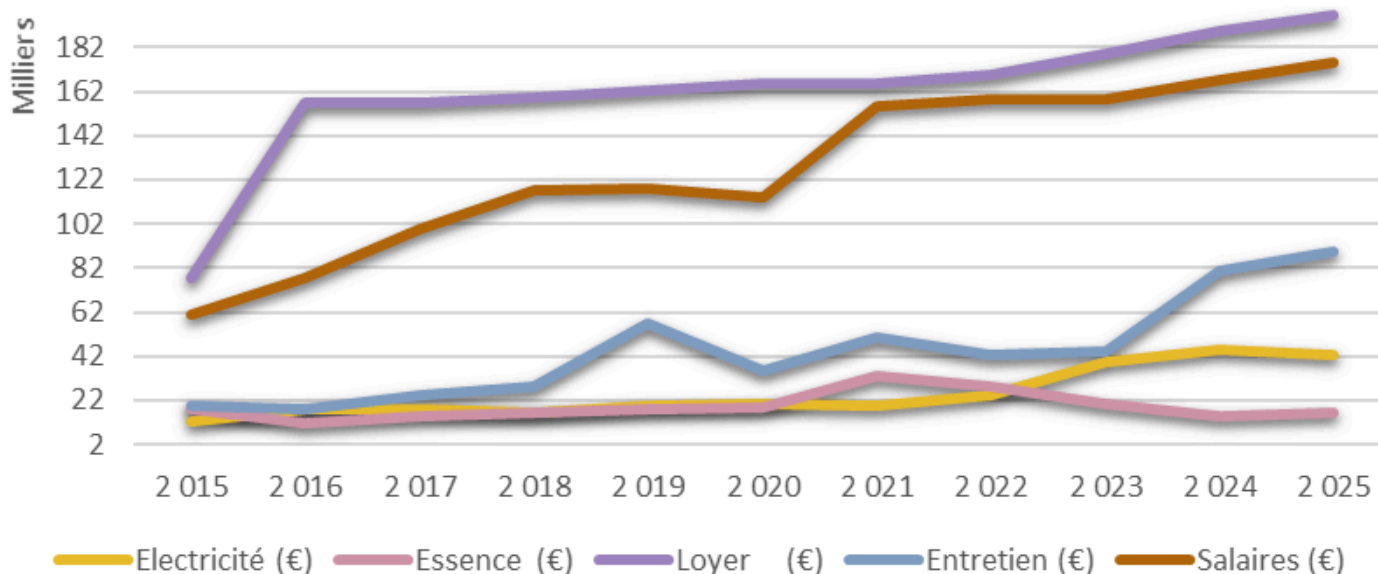
LES CHIFFRES CLES 2025

Evolutions sur 10 ans

Evolutions subventions dons beneficiaires



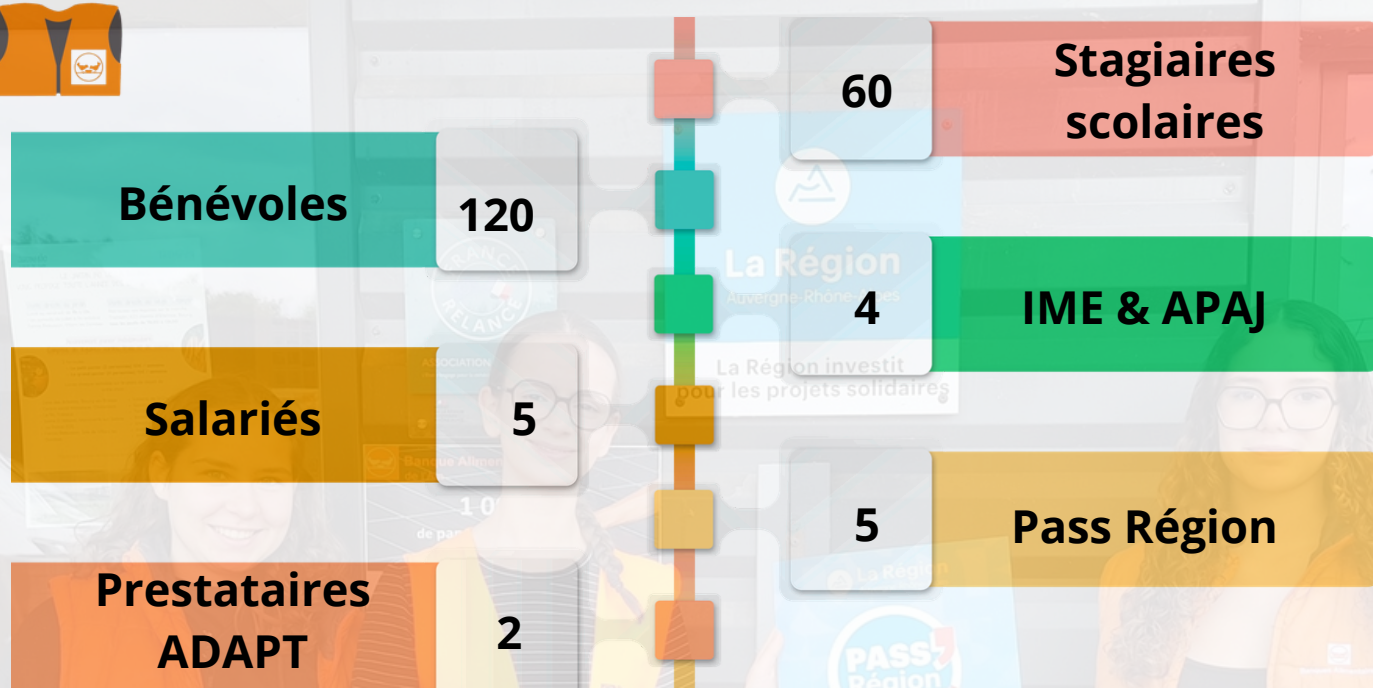
Evolutions charges



6

TOUS LES VISAGES DE LA SOLIDARITÉ

LA BANQUE ALIMENTAIRE DE L'AIN, UNE STRUCTURE DYNAMIQUE, ANCRÉE DANS LE TERRITOIRE, QUI ALLIE SOLIDARITÉ, INSERTION ET TRANSMISSION.



Une équipe de 120 bénévoles, appuyée par 5 salariés, garantissant la continuité et la qualité des actions menées 5 jours par semaine.

La Banque Alimentaire de l'Ain développe également une forte dimension sociale et inclusive à travers :

- des **contrats avec un ESAT (ADAPT)**, favorisant l'insertion professionnelle,
- l'accueil de **60 stagiaires scolaires (Gabriel Voisin)**, contribuant à la sensibilisation et à la formation des jeunes,
- des partenariats avec **3 IME et l'APAJ** (Instituts Médico-Éducatifs), permettant l'accompagnement et l'inclusion de publics en situation de handicap,
- et la mise en œuvre de **5 Pass Région**, facilitant l'accès à des parcours d'engagement ou de découverte pour les jeunes.

L'association mène également **des actions d'animation et de sensibilisation en milieu scolaire**, visant à éduquer les jeunes publics aux enjeux de solidarité, de lutte contre le gaspillage alimentaire et de précarité.

Ces interventions contribuent à renforcer la compréhension des problématiques sociales et à encourager l'engagement citoyen.

Des actions de formation sont proposées aux bénévoles, aux partenaires associatifs, afin de renforcer les compétences, d'harmoniser les pratiques et d'améliorer la qualité des actions menées sur le terrain.

L'ensemble de ces ressources humaines, dispositifs et actions traduit la volonté de l'association de conjuguer efficacité opérationnelle, solidarité, transmission et engagement sociétal.

ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Bons
gestes
& bonne
assiette
Banques
Alimentaires



NOS OBJECTIFS:

- CREER DU LIEN AU SEIN DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES
- PROMOUVOIR UNE ALIMENTATION EQUILIBREE
- SENSIBILISER AU GASPILLAGE ALIMENTAIRE
- PRÉVENTION NUTRITION / SANTÉ

NOTRE ÉQUIPE:
MARTHE - MARGOT - PERRINE



81 ATELIERS
ÉCOLES
ÉLÉMENTAIRES



137 ATELIERS



2251
PERSONNES
TOUCHÉES

LAURÉAT AAP
FFBA

NUTRI'MALLETTE



ATELIERS
ECOLE



6

TOUS LES VISAGES DE LA SOLIDARITÉ



LA BANQUE ALIMENTAIRE DE L'AIN ET SES PARTENAIRES ASSOCIATIFS ET CCAS : LA SOLIDARITÉ AU QUOTIDIEN

Une équipe dédiée

C. Boitrel, F. Gisclon, M. Portal, C. Deloye, B. Racano
Interlocutrices privilégiées au sein de la Banque
Alimentaire
les 5 Chargés d'Animation Réseau (CAR) apportent
conseils, informations techniques ou administratives
aux
associations et CCAS et les accompagnent dans leurs
projets. .

Formation Ticadi

être en phase avec la
réglementation
(comptabilité matières et
indicateurs
état),



Formation aux règles d'hygiène et de sécurité alimentaire

Destinée à tous les bénévoles et salariés des
associations et CCAS qui manipulent et
distribuent
32 personnes pour la formation TASA (Tous
Acteurs de la Sécurité Alimentaire
13 personnes pour la formation CASA (Comment Améliorer la Sécurité Alimentaire)

Formation à l'écoute pour les accompagnants

Une formation au service des accompagnants
pour :
être vigilant sur ses propres attitudes et trouver
celle qui aidera l'autre,
S'entraîner à la reformulation pour dialoguer.
10 personnes ont suivi cette formation



LA FIABILITÉ DE NOS INDICATEURS EST ESSENTIELLE POUR DÉMONTRER CONCRÈTEMENT
L'UTILITÉ SOCIALE DE NOS ACTIONS ET CONVAINCRE NOS PARTENAIRES FINANCIERS DE
SOUTENIR D'AVANTAGE NOS APPROVISIONNEMENTS EN DENRÉES.

6

TOUS LES VISAGES DE LA SOLIDARITÉ

LA BANQUE ALIMENTAIRE DE L'AIN, CONTRIBUE À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES.

par la sensibilisation, la formation des jeunes à la lutte contre la précarité et le gaspillage alimentaire



Primaires

ML Pery & B Racano



Collèges et lycées

M. Bellu

6

TOUS LES VISAGES DE LA SOLIDARITÉ

LES PROSPECTIONS

Alimentaire

Principaux donateurs en 2025

Groupe U global en 2025: 188 tonnes , soit 20% du global dons et ramasse

Lactalis : 94 tonnes ,soit 10 % du global

Leclerc : 86 tonnes , soit 9% du global

Priméale : 71 tonnes soit 7% du global

Groupe Carrefour : 66 tonnes , soit 7% du global

Fresh : 53 tonnes , soit 6% du global

A noter le travail de sensibilisation des GMS sur la qualité et les rebuts occasionnés

Financière

	2021	2022	2023	2024	2025
Communes	32 040€	32 015€	34 721€	36 750€	38 128€
Communautés de Communes	18 500€	17 000€	24 500€	26 000€	40 000€
TOTAL	51 540€	56 835€	68 221€	72 250€	78 128€

A noter qu'en 2025, GBA a effectué un don exceptionnel de 42 K€ (attribution du produit des ventes de métaux issus du crématorium situé à Viriat).

Mécénat

Des rencontres avec France Travail et le Medef et "les entreprises s'engagent" permettent d'asseoir notre statut de véritable base logistique

80 000 km/an

LOGISTIQUE

4 camions 25 bénévoles

qui 5 jours sur 7 balayent pres de 20 magasins par jour

1 accident non responsable

BENEVOLAT

**36 personnes ont assistées à la réunion d'accueil
actuellement 20 sont actif**

6

TOUS LES VISAGES DE LA SOLIDARITÉ

ENSEMBLE, ILS AGISSENT

AUX CÔTÉS D'UN MOUVEMENT SOLIDAIRE ET RESPONSABLE

Partenaires institutionnels

Parmi nos plus gros donateurs



Partenaires



Ceux sont des relais



LES INSTANCES DE LA BANQUE ALIMENTAIRE DE L'AIN

Membres du Conseil d'Administration

DUSSART Didier
Président

GISCLON Françoise
Membre bureau

SYLVESTRE Pierre
Membre CA

RAZUREL Pierre
1er vice Président

DELOYE Cécile
Membre bureau

LARCON Jean Pierre
Espérance CA

CHEVALIER Claude
2eme vice Président

MESGUII Ahmed
Membre bureau

MICHEL Danielle
Croix Rouge CA

DESAINTJEAN Yves
Trésorier

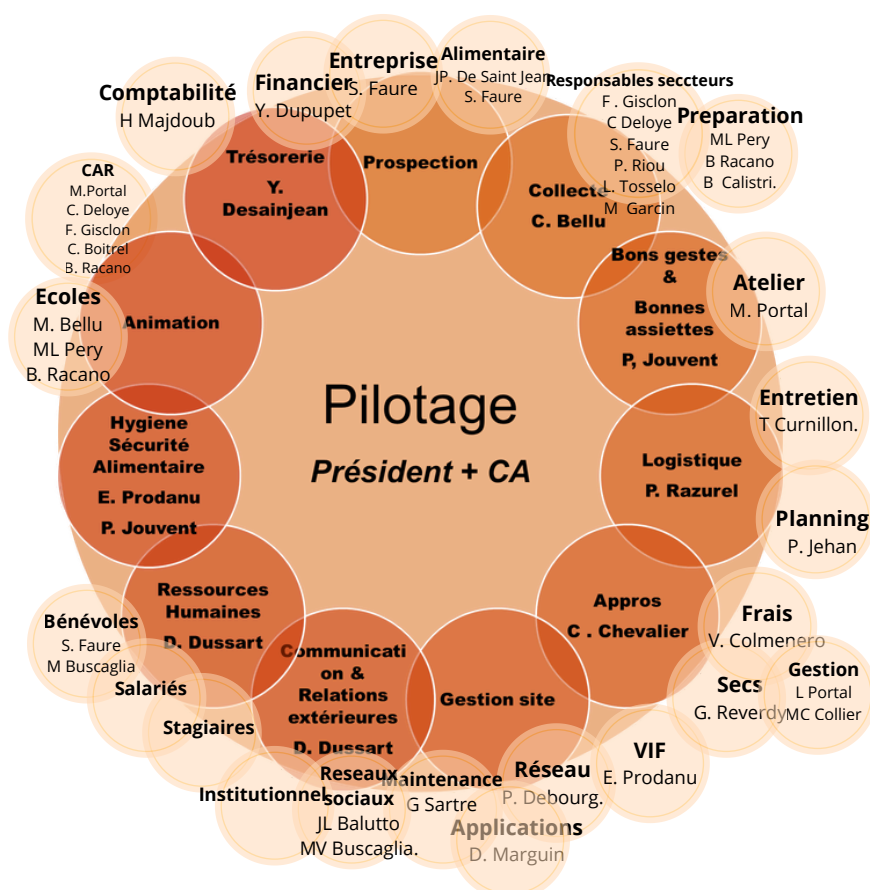
GIROUD Alain
Membre CA

BUREAU Agnes
Tremplin CA

MARGUIN Dominique
Secrétaire

DE SAINT JEAN Jean Paul
Membre CA

Martial GOYARD
Au Marché Conté CA



Collège élargi

LES PRODUITS

EN 2025 LES PRODUITS POUR LE FONCTIONNEMENT RESSORTENT À 852 868 €, POUR UN BUDGET PRÉVISIONNEL DE 898 102 €

PAR RAPPORT À L'ANNÉE 2024 ON CONSTATE UNE AUGMENTATION DE CES PRODUITS DE 73 598 € .

**LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE L'ETAT SONT PASSÉES DE 110 000 € À 75 295 €
SOIT DIMINUTION DE 32 %**

DDETS : 20 000 € (Ateliers cuisine) + 45 295 € (fléchés achat produits et énergie) + FDVA: 10 000 € + FSE(logistique stockage)

**LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE L' EUROPE SONT PASSÉES DE 29 215 € À 25 099 €
SOIT DIMINUTION DE 14 %**

**LES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES SONT PASSÉES DE 227 830 €
À 226 728 €**

Les subventions ont été accordées par le Conseil Départemental 144 000 € (- 16 000 € / 2024 pour compenser la fin de l'aide de la SEMCODA) pour prendre en charge une partie du loyer des locaux BA01(loyer 2025 = 196 433 €) plus la subvention destinée au fonctionnement de l'atelier cuisine obtenue de CD: 4 500 €

Subvention exceptionnelle de la CAF : 40 000 €

par **36 CCAS** du département : **17 560 €** (Miribel 2300 €, St Denis en Bugey 2000 €, Viriat 1400 €, St Denis les Bourg 1100 € ; Ceyzeriat 1000 € ; CIAS USSÉS et RHONE 1000 €)

par **72 Communes** de l'Ain (dont 5 pour la 1ère fois) : **21 668 €** (dont Bourg en Bresse : 4000 € ; Gex : 1 000 € Montagnat : 1 000 € ; Blyes 830 € Tenay: 800 € .);

par **6 com com (EPCI)** : **39 000 €** ; GBA : 16 000 € ; La Dombes : 8 000 € ; Bugey Sud : 5 000 € ; Val de Saône centre : 5 000 € ; Bresse et Saône : 4 000 € ; La Veyle: 1 000 € ;

LES DONS DES ENTREPRISES: SONT PASSÉS DE 53 611 € À 86 348 € AUGMENTATION DE 38 %

via GBA, la BA01 a reçu une partie de la vente des métaux provenant du crématorium de Bourg en Bresse soit 41 948 € ; 15 000 € par la CNR (Compagnie Nationale du Rhône) pour la 18ème année consécutive ; 9300 € du Crédit Agricole Sud Est ; 2059 € Fondation AXA France ; EGT: 5429 € ; GRDF: 1500 € ; Fondation Carrefour 890 € ; EAB : 2971 € ; Grand Bourg Habitat 1 500 € ; Convert SA : 1 365 € ; 1 000 € Streichenberger ; comité des fêtes St Denis les BOURG 1797 € ; divers 1589 €

DONS REÇUS DES PARTICULIERS : SONT PASSÉS DE 14 411 € À 22 979 € AUGMENTATION DE 37%

14511 € (par 72 personnes) + arrondi Leclerc collecte: 1300 € + mon panier solidaire Leclerc 3000 €
+ dons en ligne 4165 €

VENTE ÉLECTRICITÉ : 12 201 € ANNÉE 2025 grâce aux panneaux photovoltaïques en toiture de la BA01

PART AIDE FFBA : 16 389 € (9139 € pour achats légumes Jardin de Cocagne + 7250 € prix laureat accompagnement

PARTICIPATION DE SOLIDARITÉ À 179 512 € (+ 33 893 € /2024)

pour 1063 tonnes distribuées contre 1 193 T en 2024 soit - 11 %)
(10 ou 20 centimes / kg brut distribué au 1er semestre
puis 20 ou 40 cts/kg brut distribué au 2ème semestre 2025)

AUTRES PRODUITS: 5 690 €

distribution glacières à prix courant aux associations (110 € la glacière) et lait à prix courant BA42(2898 €]

INTÉRÊTS COMPTES SUR LIVRET : 5472 €

DONS NON FINANCIER: 20 579 €

*pour mise à disposition gratuite de biens contre CERFA dont caisses IFCO (8888 €) ; le photocopieur KOESIO AURA (3 040 €) ; Gants ROSTAING VILLIEU (1168 paires) pour 6910 € BRESSE HYGIENNE don de serviettes en papier (600 €) ;
ORSAC CRESSONIERE DU BUGEY ST MAURICE DE REMENS glanage par BA01 de 500kg de courgettes (1105 €)*

POUR PRESTATIONS GRATUITES NON VALORISÉE

Mise à disposition non valorisée d'emplacements chez Mutual Logistic pour surgelés Et mise à disposition des stagiaires du Lycée Gabriel Voisin (chauffeurs stagiaires) toute l'année, valorisation non quantifiée.

Dépose gratuite des déchets (rebût) à ORGANOM (coût 2024: 72€/apporteur+200 € traitement/tonne = 272€ /tonne)

LES CHARGES

EN 2025 LE TOTAL DES CHARGES EST DE 828 952€, POUR UN BUDGET PRÉVISIONNEL DE 898 102 €

Dans le détail on relève les plus fortes augmentations versus 2024 sur :

Achat denrées alimentaires + 29 473 € / 2024

Entretien chambre froide et recharge gaz : + 9 954 € / 2024

Loyer SEMCODA + 6 846 € / 2024

Salaires + 8 089 € / 2024 arrivée d'une alternante au 1er septembre

Entretien matériel transport entrepôt : + 4 898 € / 2024

La plupart des autres dépenses de fonctionnement par poste sont d'un niveau équivalent à 2024.

LE COMPTE DE RESULTAT

L'EXCÉDENT CONSTATÉ EN 2025 EST DE 23 916 €

Perspectives, évolutions :

A la date d'arrêté des comptes du 28 Avril 2026 par le conseil d'administration, la direction est plus sereine sur le devenir de l'association à poursuivre son exploitation suite à l'achat des locaux qu'occupe la BA01 par le Conseil Départemental et sa mise à disposition gratuite au travers d'une convention annuelle avec reconduction tacite. La direction reste néanmoins consciente que plus de 65 % du budget de fonctionnement repose sur des subventions de l'Etat et des collectivités locales et dons d'entreprises qui ne sont pas pérennes . De plus le site de la BA01 ayant 11 ans, les matériels de production de chaleur, les matériels de production de froid des chambres froides positives et négatives commencent à donner des signes de faiblesse et les grosses interventions couteuses (réparations et/ou remplacements) vont arriver.

N° COMPTE	INTITULE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
RESSOURCES - PRODUITS			
741000	SUBVENTIONS DE L'ETAT	75 295 €	110 000 €
742000	SUBVENTIONS DE COLLECTIVITES LOCALES(DEP) at cuisine	4 500 €	5 000 €
743000	SUBVENTIONS DEPARTEMENT	144 000 €	160 000 €
743000	SUBVENTIONS COM COM (EPCI)	39 000 €	26 000 €
743000	SUBVENTIONS CAF	40 000 €	
744000	SUBVENTIONS COMMUNES ET CCAS	39 228 €	36 830 €
746000	AIDES A L'EMPLOI / ASP/SERVICE CIVIQUE /ALTERNANTE	1 843 €	1 287 €
747000	QUOTE-PART SUBV. D'INVESTISSEMENT	37 905 €	46 658 €
754101	DONS RECUS DU PUBLIC	15 323 €	7 530 €
754120	ABANDONS DE FRAIS PAR LES BENEVOLES	101 049 €	105 729 €
754200	DONS RECUS D'ENTREPRISES, FONDATIONS	68 399 €	20 111 €
755110	SUBVENTIONS EUROPE FSE+ (LOGIST ET ACCOMPAGNE)	25 099 €	29 215 €
755130	FFBA REVERSEMENT MECENAT ENTREPRISE	17 949 €	33 500 €
755140	FFBA REVERSEMENT GENEROSITE DU PUBLIC	8 468 €	6 851 €
755150	FFBA FONDS DEDES	16 389 €	
756101	COTISATIONS PERSONNES MORALES	2 856 €	2 924 €
756102	COTISATION BENEVOLES	166 €	457 €
756103	COTISATION ATELIER CUISINE	1 695 €	2 771 €
756200	PARTICIPATIONS de SOLIDARITE	179 512 €	145 618 €
758000	PRODUITS DIVERS	624 €	4 €
758100	AUTRES PRODUITS	5 691 €	2 682 €
758200	VENTE ELECTRICITE EDF	12 201 €	11 410 €
764000	REVENUS VALEURS MOBILIERES	155 €	151 €
764002	PRODUITS FINANCIERS	5 472 €	9 003 €
772000	PRODUITS SUR EXERCICE ANTERIEUR		
775000	PRODUITS CESSION ELEMENTS D'ACTIFS		
781740	REPRISE SUR PROVISION SUR CREANCES	2 552 €	5 556 €
789000	UTILISATION FONDS DEDES	7 497 €	9 981 €
789510	UTILISATION FONDS DEDES FFBA		
790000	TRANSFERTS DE CHARGES		
	TOTAL PRODUITS	852 868 €	779 268 €
EMPLOIS - CHARGES			
606111	EAU	298 €	496 €
606112	GAZ	226 €	186 €
606120	ENEDIS FRAIS UTILISATION RESEAU EDF	778 €	692 €
606212	ELECTRICITE	41 386 €	54 975 €
606131	CARBURANT	16 525 €	18 555 €
606300	FOURNITURES d'ENTRETIEN et PETITS EQUIPEMENTS	8 474 €	10 667 €
606400	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 922 €	2 400 €
606800	FOURNITURES ENTRETIEN ENTREPOT	1 224 €	2 331 €
607001	ACHAT ALIMENTAIRE AT CUISINE	1 337 €	565 €
607100	ACHAT DE MARCHANDISES EXTERIEURES	50 552 €	21 079 €
607200	ACHAT MARCHANDISES AURA	19 422 €	23 296 €
613200	LOYERS SEMCODA	196 433 €	189 587 €
613500	LOYERS VEHICULES	2 344 €	8 107 €
615	ENTRETIEN ET REPARATIONS	72 511 €	58 837 €
616	ASSURANCE	17 582 €	16 930 €
621000	PERSONNEL EXTERIEUR	10 870 €	10 553 €
622	INTERMEDIAIRES, HONORAIRES	8 558 €	9 371 €
62300	PUBLICITE, PUBLICATIONS	5 349 €	17 709 €
624100	TRANSPORT SUR ACHATS	631 €	745 €
62500	DEPLACEMENTS, MISSIONS	6 523 €	3 980 €
625100	DEPLACEMENTS (ABANDON FRAIS TRAJETS BENEVOLES)	101 049 €	105 729 €
625700	RECEPTIONS	1 667 €	3 646 €
62600	FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	2 336 €	2 478 €
627000	SERVICES BANCAIRES OU ASSIMILES	574 €	571 €
628	COTISATIONS VERSEES	3 529 €	3 188 €
641	SALAIRES BRUTS	141 927 €	132 269 €
645	CHARGES SOCIALES	33 787 €	33 985 €
64800	AUTRES CHARGES DU PERSONNEL	1 831 €	1 623 €
654000	PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	2 552 €	5 556 €
658000	CHARGES DIVERSES de GESTION	1 175 €	8 €
681000	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	74 714 €	79 601 €
681740	DOT PROVI DEPRECIATION		2 552 €
689000	REPORTS EN FONDS DEDES		7 497 €
695000	IMPOTS SUR LES SOCIETES	866 €	1 547 €
	TOTAL CHARGES	828 952 €	831 311 €
RESULTAT			
			-52 043 €
	ANNEE 2025 Excédent	23 916 €	

<u>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>			
<u>EXERCICE 2025</u>			
N° COMPTE	INTITULE	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
<u>CHARGES</u>			
860100	PRODUITS ALIM. DISTRIBUES AUX ASSOCIATIONS	4 452 476 €	4 351 367 €
861000	MSE A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS	20 543 €	21 730 €
862000	PRESTATIONS GRATUITES	36 €	200 000 €
864000	PERSONNEL BENEVOLE	1 233 369 €	1 188 302 €
	TOTAL CHARGES	5 706 424 €	5 761 399 €
<u>PRODUITS</u>			
870000	DONS EN NATURE, DENREES	4 452 476 €	4 351 367 €
871000	PRESTATIONS EN NATURE	20 579 €	221 730 €
875000	PERSONNEL BENEVOLE	1 233 369 €	1 188 302 €
	TOTAL PRODUITS	5 706 424 €	5 761 399 €

NOTES SUR LES CALCULS DE L'EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

a) pour les produits alimentaires, les calculs sont effectués sur le tonnage multiplié par la mercuriale de chaque sous famille :

ce qui donne, par exemple, pour les produits distribués aux associations : 1 063 307 kg à 4,18 € en moyenne par kg.

b) mise à disposition gratuite de biens:

concerne le prêt de caisses de rangement IFCO (8 888 €) ; Gants ROSTAING VILLIEU (1168 paires) pour 6910 € ; le photocopieur KOESIO AURA (3 040 €) ; BRESSE HYGIENNE don de serviettes en papier (600 €) ; ORSAC CRESSONIERE DU BUGEY ST MAURICE DE REMENS glanage par BA01 de 500kg de courgettes (1105 €),

c) Prestations gratuites de biens : déplacement par bénévole 36 €,

d) pour ce qui concerne le poste personnel bénévole, il s'agit :

- de la présence des 120 bénévoles permanents (équivalent temps plein = 14 personnes) ;
l'évaluation est de 997 167 €
- présence de 2486 bénévoles collecte novembre 2025 + 5 salariés disposition
1 jour collecte BRESSOR SA +
soit un total de 236 202 €.

POUR INFORMATION :

le coût du kg de produit distribué (à rapprocher de la participation de solidarité 20 cts/kg ou 40 cts/kg) est de 0,78 €

charges du compte de résultat (828 952 €) / tonnage distribué total (1 063 307 kgs) = 0,78 € / kg

Autrement dit, avec 1 € nous distribuons environ 2,5 repas 1 repas~ 500 g
et générons plus de 7 € de valeur ajoutée

**Le don de temps des bénévoles est valorisé à 1 233 369 €
soit 1,5 fois le budget de fonctionnement**

Bilan Actif

État exprimé en €		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025			Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	30 001,00	7 500,25	22 500,75	30 001,00
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains				
	Constructions	114 756,72	23 429,51	91 327,21	97 065,05
	Installations techniques, mat et outillage indus.	16 490,27	15 851,92	638,35	3 287,89
	Autres immobilisations corporelles	970 976,30	380 032,20	590 944,10	641 622,26
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
TOTAL (I)		1 132 224,29	426 813,88	705 410,41	771 976,20
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Stocks et en-cours				
	Créances				
	Créances cli., adhér., usagers et cpt. rattachés	21 799,43		21 799,43	66 398,65
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	64 864,35		64 864,35	69 236,60
	Valeurs mobilières de placement	5 950,00		5 950,00	5 796,00
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	450 923,78		450 923,78	331 626,98
	Charges constatées d'avance	3 244,32		3 244,32	3 968,30
TOTAL (II)		546 781,88		546 781,88	477 026,53
COMPTES RÉGUL.	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	1 679 006,17	426 813,88	1 252 192,29	1 249 002,73

Bilan Passif

État exprimé en €		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024
Fonds Propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	650 573,95	702 617,42
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	-32 982,24	-32 982,24
	Excédent ou déficit de l'exercice	23 915,59	-52 043,47
	Situation nette (sous total)	641 507,30	617 591,71
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	522 205,07	546 165,67
	Provisions réglementées		
TOTAL (I)		1 163 712,37	1 163 757,38
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	0,10	7 497,10
TOTAL (II)		0,10	7 497,10
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
TOTAL (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	24 146,32	5 421,58
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	30 703,07	28 044,89
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 072,00	10 336,80
	Autres dettes	30 558,43	33 917,64
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		27,34
TOTAL (IV)		88 479,82	77 748,25
Écarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		1 252 192,29	1 249 002,73

BUDGET PREVISIONNEL 2026 de FONCTIONNEMENT			
CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	116 300 €	70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises	
Prestations (intervenant extérieur)			
Achats, matières et fournitures	116 300 €	74 - Subventions d'exploitation	157 100 €
Autres fournitures		Etat : aide pour l'alternance	3 600 €
		Etat DDETS sur projet accompagnement social autour aide alimentaire	60 000 €
61 - Services extérieurs	100 300 €	Région(s) DSJAP	
Locations	5 000 €		
Entretien réparation	77 500 €		
Assurance	17 800 €	Conseil Départemental Ain(ateliers cuisine)	4 500 €
Documentation			
		Autres Organismes FDVA	5 000 €
62 - Autres services extérieurs	141 300 €	Intercommunalité(s) : EPCI	30 000 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires	17 300 €		
Publicité, publication	6 000 €	Communes et CCAS	30 000 €
Déplacements, missions	5 500 €		
Abandon frais des bénévoles	105 000 €		
Services bancaires et autres (frais postaux,téléphone,transports produits+ cotisations)	7 500 €	-	
63 - Impôts et taxes	0 €	Organismes sociaux(détailler)	
impôts et taxes sur rémunération		-	
autres impôts et taxes		Fonds européens FSE	24 000 €
64 - Charges de personnel	199 600 €	-	
Rémunérations du personnel	162 600 €	L'agence de service et de paiement (ASP emplois aidés)	
Charges sociales	36 000 €	Autres établissements publics	
Autres charges de personnels	1 000 €		
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	408 700 €
66 - Charges financières		Cotisations , divers, autres produits	15 800 €
67 - Charges exceptionnelles		Dons entreprises	25 900 €
68 - Dotation aux amortissements	79 000 €	Participation de solidarité	250 000 €
69 - Impôts sur sociétés	1 200 €	Abandon frais des bénévoles	105 000 €
		Vente électricité	12 000 €
		76 - Produits financiers	6 500 €
		77 - Quote part des subventions d'investissement	38 000 €
		78 - Utilisation fonds dédiés	
		A TROUVER	27 400 €
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	637 700 €	TOTAL DES PRODUITS	637 700 €

27



515 rue Léopold Le Hon
01000 BOURG EN BRESSE

www.aindex.fr - contact@aindex.fr

Tél. 04 74 22 84 50

RAPPORT COMMISSAIRE AUX COMPTES

Association Loi 1901

Siège social : 1 rue Suzanne VALADON

01000 - BOURG EN BRESSE

423 071 885 RCS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Membres De L'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

BOURG EN BRESSE, le 29 Avril 2026

Le Commissaire aux Comptes
SAS AINDEX

Pascal TONNARD

**BANQUE ALIMENTAIRE
DE L'AIN**

Association Loi 1901

Siège social :

1 Rue Suzanne VALADON

01 000 BOURG EN BRESSE

423 071 885 RCS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association BANQUE ALIMENTAIRE DE L'AIN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « 3 – Changement de méthode » de l'annexe concernant l'application du nouveau plan comptable général.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les méthodes de valorisations retenues par l'association pour évaluer le montant des contributions volontaires en nature.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BOURG EN BRESSE, le 29 avril 2026

Le Commissaire aux Comptes
SAS AINDEX

Pascal TONNARD



RESOLUTIONS

Assemblée Générale Ordinaire

Du 21 Mai 2026

TEXTE DES RESOLUTIONS

A – RÉOLUTIONS PROPOSÉES À UN VOTE À MAIN LEVÉE (APRÈS ACCORD DES VOTANTS)

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport moral, du rapport d'activité et des orientations de politique générale validés par le conseil d'administration pour l'exercice 2025, doit approuver les termes de ces rapports et donner un quitus moral entier et sans réserve au Président.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de Monsieur TONNARD, Commissaire aux comptes, et pris connaissance des comptes arrêtés par le Conseil d'Administration pour l'exercice s'étendant du 1er Janvier 2025 au 31 Décembre 2025, doit approuver lesdits comptes annuels et donner quitus entier et sans réserve au Trésorier pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale doit approuver le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur l'absence de conventions règlementées sur l'exercice s'étendant du 1er Janvier 2025 au 31 Décembre 2025.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale doit approuver l'affectation de l'excédent de l'exercice clos le 31 décembre 2025 et s'élevant à 23 915,59 euros en compte " Report à nouveau "

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale doit approuver le maintien des cotisations pour l'exercice à venir, soit :

- Personnes morales68€
- Personnes physiques..... 1€

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée Générale doit approuver le maintien du montant de la participation de solidarité pour l'exercice à venir comme suit :

- 1) Pour l'ensemble des associations ne percevant pas d'aide de l'état, maintien de la participation de solidarité à 20 cts d'Euro le kilo brut distribué.
- 2) Pour les associations percevant une aide de l'état (ALFA 3a ; ORSAC ; ADSEA ; TREMPLIN ; ...), maintien de la participation de solidarité à 40 cts d'Euro le kilo brut distribué

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale doit donner tous pouvoirs au membre du bureau désigné par le Président pour remplir toutes formalités qu'il appartiendra d'effectuer, notamment de dépôt.

B – RÉOLUTIONS SOUMISES À UN VOTE À BULLETIN SECRET :

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat d'administrateur de l'Association ESPERANCE, et renouvelle, sur la proposition du Conseil d'Administration, son mandat pour une période de 3 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat d'administrateur de l'Epicerie Solidaire MARCHE CONTE, et renouvelle, sur la proposition du Conseil d'Administration, son mandat pour une période de 3 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat d'administrateur de l'association TREMPLIN, et renouvelle, sur la proposition du Conseil d'Administration, son mandat pour une période de 3 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Mr Yves DESAINTJEAN, et renouvelle, sur la proposition du Conseil d'Administration, son mandat pour une période de 3 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

DOUZIEME RESOLUTION


L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Mme Dominique MARGUIN, et renouvelle, sur la proposition du Conseil d'Administration, son mandat pour une période de 3 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat d'administrateur de Mme Françoise GISCLON, et renouvelle, sur la proposition du Conseil d'Administration, son mandat pour une période de 3 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028

QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale valide, sur la proposition du Conseil d'Administration, la nomination de Mr Serge FAURE au Conseil d'Administration pour un mandat de 3 années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2028.

A photograph of three people standing in a construction or warehouse setting. On the left is a young man with a beard and mustache, wearing a grey long-sleeved shirt and a bright orange safety vest. In the center is an older man with white hair and glasses, wearing a dark jacket and an orange safety vest. On the right is a woman with short blonde hair and glasses, wearing a dark jacket and an orange safety vest. They are all smiling at the camera. The background shows industrial shelving and construction materials. The text is overlaid in the center of the image.

**LA PRÉCARITÉ
NE SE VOIT PAS
TOUJOURS,
NOTRE ENGAGEMENT
OUI
DEVENEZ BENEVOLE**